



Ministère de l'Enseignement
Supérieur et de la
Recherche Scientifique



Institut National Polytechnique

Félix HOUPHOUËT-BOIGNY



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



WORLD BANK GROUP

**ACQUISITION D'EQUIPEMENTS
DIDACTIQUES POUR LE CENTRE
D'EXCELLENCE D'AFRIQUE POUR LA
VALORISATION DES DECHETS EN PRODUITS
A HAUTE VALEUR AJOUTEE (CEA VALOPRO)**

Consultation Limitée N° LF 01/INP-HB/CEA-VALOPRO/24

Janvier 2024

PREFACE

Ce dossier de référence de consultation pour la passation des contrats de travaux reflète les dispositions de l'arrêté 7 du décret n° 2021-909 du 22 décembre 2021 fixant les modalités d'exécution des crédits budgétaires dans le cadre des procédures prévues par le Code des Marchés Publics.

La préparation de ce dossier de référence répond au souci de la Direction des Marchés Publics de mettre à la disposition de ses partenaires des dossiers faciles à élaborer en vue d'exécuter les dépenses selon un mécanisme simplifié qui devrait permettre de réduire les délais de passation des contrats.

L'appropriation de ce dossier par les autorités contractantes permettra à ceux-ci d'élaborer des dossiers de qualité d'une part et de gagner le pari de la célérité, d'autre part.

Le présent dossier de référence pour les fournitures comprend les cinq (05) sections suivantes :

- **section 0 : avis de consultation ou lettre aux candidats consultés ;**
- **section 1 : données d'évaluation des offres ;**
- **section 2 : formulaires ;**
- **section 3 : descriptif des fournitures et services annexes ;**
- **section 4 : contrat type de fournitures en PSL.**

Ce dossier de référence est accessible sur le site Internet de la Direction des Marchés Publics (DMP) : **www.marchespublics.ci**

SECTION 0 : Lettre aux Candidats consultés

Date : / / 2024

A : (nom et adresse de l'entreprise)

Autorité contractante : **INP-HB / CEA-VALOPRO**

Numéro de la consultation : **LF 01/INP-HB/CEA-VALOPRO/24**

Madame, Monsieur

Le Projet CEA VALOPRO sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats consultés dans le cadre de la consultation portant sur **l'acquisition d'équipements didactiques pour le CEA VALOPRO**.

Imputation Budgétaire :

1. L'autorité contractante invite, par la présente lettre, les candidats ci-dessous, inscrits sur la liste des entreprises consultées à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la livraison des fournitures sus cités.

Numéros d'ordre	Fournisseurs	Numéros de compte contribuable	Contacts
1	BATHY BAMA	CC N° 2038945 Y	07 59 12 12 13
2	ETABLISSEMENT SIRAKONI	CC N° 1901648 L	07 59 96 85 30
3	MILLES PALACES	CC N° 2243070 S	07 59 69 69 39
4	ETD IMMOBILIER	CC N° 2210796 G	07 08 79 54 63
5	FASY SARL	CC N° 2129040 C	07 08 40 15 05

2. Les soumissionnaires consultés peuvent obtenir des informations supplémentaires, **consulter gratuitement ou retirer le dossier physique de consultation à l'adresse mentionnée ci-après : Secrétariat du coordonnateur du CEA VALOPRO, Yamoussoukro/INP HB Nord (EDP), Tel : 07 09 95 18 18 de 7 heures 30 minutes à 12 heures 30 minutes et de 13 heures 30 minutes à 16 heures 30 minutes temps universel, les jours ouvrés.**
3. Les offres seront déposées au plus tard le à 9 heures 30 minutes temps universel dans **la salle de réunion de l'Unité de Coordination du CEA VALOPRO, Yamoussoukro/INP HB Nord (EDP)**. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats le à 10 heures 00 minute temps universel à l'adresse ci-après : **la salle de réunion de l'Unité de Coordination du CEA VALOPRO, Yamoussoukro/INP HB Nord (EDP)**.
4. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de validité de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.
5. Dès l'attribution du (des) contrat(s) l'autorité contractante publiera dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics et par voie d'affichage dans ses locaux, la décision d'attribution et tiendra gratuitement à la disposition des soumissionnaires, une copie du rapport d'analyse synthétisé de la Commission d'Ouverture des Plis et d'Évaluation des offres (COPE) ou en délivrera sans frais une copie à leur demande.
6. La présente consultation est soumise aux dispositions du décret n°2021-909 du 22 décembre 2021 fixant les modalités d'exécution des crédits budgétaires dans le cadre des procédures prévues par le Code des marchés publics.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur,

Le Coordonnateur

Prof. YAO K. Benjamin

Section I : Données d'Evaluation des Offres

E0 : INFORMATIONS GENERALES

1. La liste des entreprises sous sanction et/ou exclues de la passation des marchés peut être consultée sur les sites Internet de la Direction des Marchés Publics (DMP) (www.marchespublics.ci) et de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) (www.anrmp.ci).
2. Les candidats reconnus coupables de pratiques frauduleuses sont passibles de sanctions conformément aux dispositions des arrêtés n°118/MPMB du 26 mars 2014 portant modalités d'application des sanctions des violations de la réglementation des marchés publics et n°112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 portant procédures concurrentielles simplifiées. Si des manquements sont avérés, la Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) de l'autorité contractante concernée doit saisir l'ANRMP. En cas d'inaction de la CPMP, la structure administrative en charge des marchés publics peut saisir l'ANRMP.
3. Les fournisseurs consultés ne peuvent s'associer ni entre eux ni avec aucun autre fournisseur.
4. La langue de soumission est le **Français**.
5. Le contrat étant passé sur prix unitaires, les items doivent être cotés à 100%. Toute offre comportant des items non cotés sera considérée comme non exhaustive et fera l'objet de rejet à l'analyse des offres.
6. Les offres des soumissionnaires doivent rester valides pendant un délai de 90 jours à compter de la date de soumission.
7. Le délai de livraison des fournitures est de : **45 jours**.

Tout délai supérieur au délai administratif proposé par le candidat vaut rejet de l'offre.

8. Afin d'obtenir des **clarifications** uniquement, l'adresse de la personne à contacter auprès de l'Autorité contractante est la suivante :

À l'attention de M : **YAO Kouassi Benjamin**

Fonction : **Coordonnateur du Projet CEA-VALOPRO**

Localisation précise du bureau : **Yamoussoukro INP HB Nord (EDP)**

Numéro de porte :

Numéro de téléphone : **07 67 45 38 16**

Adresse Email : benjamin.yao@inphb.ci

9. Une réunion préparatoire est prévue : Non

Une visite du site est prévue : Non

10. Les candidats figurant sur la liste autorisée ne peuvent pas se mettre en groupement ni avec des candidats non autorisés ni avec d'autres candidats figurant sur la liste restreinte.

11. Aux fins de remise des offres, uniquement, l'adresse de l'autorité contractante est la suivante :

À l'attention de M : **YAO Kouassi Benjamin**

Fonction : **Coordonnateur du Projet CEA-VALOPRO**

Localisation précise du bureau : **Yamoussoukro INP HB Nord (EDP)**

Numéro de porte :

Numéro de téléphone : **07 67 45 38 16**

Adresse Email : benjamin.yao@inphb.ci

Les dates et heure limites de remise des offres sont les suivantes :

Date : ... / ... / 2024

Heure : 09 Heures 30 minutes.

Outre les originaux des offres (offres technique et financière), le nombre de copie exigé est de **04**.

12. L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse suivante :

Localisation précise du bureau : **Yamoussoukro, INP HB Nord salle de réunion de l'EDP**

Numéro de bureau :

Date : ... / ... / 2024

Heure : 10 Heures 00 minute.

13. La Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des offres (COPE) est composée comme suit :

N° d'ordre	Structure	Qualité
1	Coordonnateur du CEA VALOPRO ou son représentant	Président
2	Service Utilisateur	Rapporteur
3	Spécialiste en Passation des Marchés ou son représentant	Membre
4	Contrôleur Budgétaire	Membre
5	Directeur des Finances ou son représentant	Membre

E1 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES :

1. Documentation exigée : **Oui**

Nature de la documentation :

- **Attestation de régularité fiscale et sociale (exigées à l'élaboration du projet de marché) ;**
- **Attestations de Bonne Exécution (ABE) pour des marchés similaires d'un montant minimum de 20 millions de Francs CFA ;**
- **Catalogues des fournitures à livrer.**

2. Garantie exigée : **OUI**

Le délai de garantie est de : **12 mois**

3. Les variantes techniques autorisées : **Non**

N.B : un candidat n'est autorisé à soumettre une offre variante que s'il soumet une offre de base. L'autorité contractante ne considérera que les variantes offertes par le candidat ayant soumis l'offre de base évaluée conforme et moins disante.

4. L'autorisation du fabricant requise : **Non**

5. Un service après-vente requis : **Oui**

N.B : les soumissionnaires devront joindre obligatoirement à leur offre tous les formulaires figurant à la section II ci-après, dûment renseignés, datés, signés et revêtus du cachet du candidat.

E2 : ATTRIBUTION

Le contrat sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre exhaustive, jugée conforme et évaluée conforme et moins disante dans la limite des seuils des offres anormalement basses et élevées.

Méthode d'évaluation des seuils des offres financières (anormalement basses ou élevées)

- Une offre est dite anormalement basse lorsqu'elle est en dessous de 80% de la moyenne des offres évaluées conformes. Les offres anormalement basses sont systématiquement rejetées ;

Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage maximum égal à : 50 pour cent.
Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage maximum égal à : 25 pour cent.

Section II : Formulaires

F1 : Formulaire de renseignements sur le candidat

F2 : Lettre de soumission de l'offre

F3 : Bordereaux des prix unitaires

F4 : Formulaire de Devis Quantitatif et Estimatif

F5 : Calendrier de livraison

F6 : Pouvoir habilitant du soumissionnaire

F7 : Modèle de déclaration d'intégrité

F1 : Formulaire de renseignements sur le candidat

(Le candidat remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre parenthèses. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.)

Date : *(insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre)*

Avis de consultation numéro : **LF 01/INP-HB/CEA-VALOPRO/24**

1. Nom du candidat : <i>(insérer le nom légal du candidat)</i>
2. Numéro d'Identification des Entreprises : <i>(insérer le numéro du registre de commerce)</i> Date de création de l'entreprise : <i>(Insérer la date du premier RCCM)</i>
3. Boite postale et numéro de téléphone de l'entreprise : <i>(insérer les contacts de l'entreprise)</i>
- 4. Renseignement sur le représentant dûment habilité du candidat : Nom : <i>(insérer le nom du représentant du candidat)</i> Adresse : <i>(insérer l'adresse du représentant du candidat)</i> Téléphone/Fac-similé : <i>(insérer le numéro de téléphone/fac-similé du représentant du candidat)</i> Fonction : <i>(insérer la fonction au sein de l'entreprise ou en rapport avec elle)</i> Adresse électronique : <i>(insérer l'adresse électronique du représentant du candidat)</i>

F2 : Lettre de soumission de l'offre

(Le candidat remplit la lettre ci-dessous pour chaque lot conformément aux instructions entre crochets. Le format de la lettre ne doit pas être modifié. Un timbre fiscal de 1 000 F CFA est requis pour chaque lettre de soumission.)

Date : *(insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre)*

Avis de consultation numéro : **LF 01/INP-HB/CEA-VALOPRO/24**

À : *(insérer le nom de l'autorité contractante)*

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le dossier de consultation, y compris l'additif/ les additifs numéros : *(insérer les numéros et date d'émission de chacun des additifs le cas échéant)* ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à livrer les fournitures ci-après conformément au dossier de consultation et au délai d'exécution spécifié à l'article E0.7 des données d'évaluation des offres : *(préciser l'objet de la consultation)*
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à la clause (d) ci-après est de :
 - montant de l'offre en chiffres hors T.V.A. : ...F CFA ; *(insérer le montant)*
 - montant de la T.V.A. en chiffres au taux de 18 % ...F CFA ; *(insérer le montant)*
 - montant de l'offre en chiffres T.T.C :F CFA ; *(insérer le montant)*
 - montant de l'offre en lettres :, Toutes Taxes Comprises. *(Insérer le montant)*
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :
(Indiquer en détail les rabais offerts, le cas échéant, s'ils s'appliquent)
(Indiquer aussi en détail la méthode qui sera utilisée pour appliquer les rabais offerts, le cas échéant)
- e) Notre offre demeurera valide pendant la période requise à l'article E0.6 des données d'évaluation des offres à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.
- f) Notre candidature, ainsi que celle de tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du contrat, ne tombent pas sous les conditions de sanction ou d'exclusion de l'article E0.1 des données d'évaluation des offres.
- g) Nous nous engageons à ne pas octroyer ou promettre d'octroyer à toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la procédure de passation du marché un avantage indu, pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, en vue d'obtenir le marché.
- h) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché formel soit établi et signé.

Nom *(insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre)*

En tant que *(indiquer la qualité du signataire)*

Signature et cachet *(insérer la signature et apposer le cachet du candidat)*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *(insérer le nom complet du candidat)*

En date du : / / 2024. *(Insérer la date de signature)*

F3 : Bordereaux des prix unitaires

Date : (insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre)

Avis de consultation numéro : **LF 01/INP-HB/CEA-VALOPRO/24**

Numéro d'ordre	Désignation	Quantité	Montant en chiffre F CFA	Montant en lettre F CFA
1	Vidéo Projecteur EPSON EB-X 06, Professionnel	08		
2	Ecran de projection portables	08		
3	OMEN -16-xf0061nf - NVIDIA® GeForce RTX™ 4070	1		
4	HP PAVILLON 14-eg3001nf	8		
5	Ordinateur Portable: Mac book Pro M3	1		
6	Ordinateurs de Bureau XPS Desktop	10		
7	HP Color LaserJet Pro MFP M479fnw	3		
8	Système de visio conférence multisites LOGITECH et Ecran '85'	1		
9	Photocopieurs Multifonctions (Couleur)	1		

Nom du candidat (insérer le nom du candidat)

Signature (insérer la signature)

F4 : Formulaire de Devis Quantitatif et Estimatif

Numéros d'ordre	Désignations	Quantités	Prix unitaires en F. CFA	Prix totaux en F. CFA
1	Vidéo Projecteur	08		
2	Ecran de projection mural (1000 x 1000 jpeg)	08		
3	OMEN -16-xf0061nf - NVIDIA® GeForce RTX™ 4070	01		
4	HP PAVILLON 14-eg3001nf	08		
5	Ordinateur Portable: Macbook Pro M3	01		
6	Ordinateurs de Bureau XPS Desktop	10		
7	HP Color LaserJet Pro MFP M479fnw	03		
8	Système de visio conférence multisites LOGITECH et Ecran '85'	01		
9	Photocopieurs Multifonctions (Couleur)	01		
Prix total Hors TVA				

NB : Outre la Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA), les prix unitaires proposés par les soumissionnaires doivent prendre en compte les taxes suivantes :

- **taxe de redevance de régulation** : 0,5% du montant hors taxe du marché à la charge du titulaire du marché ;
- **droit fixe d'enregistrement** correspondant à un montant de 18 000 FCFA à la charge du titulaire du marché ;
- **frais de timbre d'enregistrement du marché** (1000 FCFA par page) à la charge du Titulaire du Marché.

F5 : Calendrier de livraison

(En cas de livraisons échelonnées sur une période, l'autorité contractante doit renseigner le présent calendrier de livraison)

Date : (insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre)

Avis de consultation numéro : **LF 01/INP-HB/CEA-VALOPRO/24**

Numéros d'ordre	Désignations	Quantités	Date de livraison au plus tard proposé par l'autorité contractante	Date de livraison proposée par le soumissionnaire
1	Vidéo Projecteur	08	45 jours	45 jours
2	Ecran de projection mural (1000 x 1000 jpeg)	08		
3	OMEN -16-xf0061nf - NVIDIA® GeForce RTX™ 4070	01		
4	HP PAVILLON 14-eg3001nf	08		
5	Ordinateur Portable: Macbook Pro M3	01		
6	Ordinateurs de Bureau XPS Desktop	10		
7	HP Color LaserJet Pro MFP M479fnw	03		
8	Système de visio conférence multisites LOGITECH et Ecran '85'	01		
9	Photocopieurs Multifonctions (Couleur)	01		

F6 : POUVOIRS HABILITANT DU SOUMISSIONNAIRE

(À remplir par le soumissionnaire)

Je soussigné M/Mme *(Insérer nom et prénoms et fonction de la personne qui donne procuration)* donne pouvoir à *(Insérer nom et prénoms et fonction de la personne qui reçoit procuration)* pour signer tout document concernant *(Insérer le nom et l'adresse de l'entreprise)* dans le cadre de la consultation numéro..... *(Insérer le numéro de la consultation)* relatif à *(Insérer l'objet de la consultation)*

En foi de quoi je lui délivre la présente habilitation pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à le, / / 2024

Signature de la personne qui donne procuration

Cachet de l'entreprise de la personne qui donne procuration

NB : l'acte portant pouvoir habilitant du soumissionnaire doit être rédigé sur papier avec entête du fournisseur. Les signature et cachet ne doivent pas être détachés du texte.

F7 : Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

Intitulé de l'offre ou de la proposition **Acquisition d'équipements didactiques**(le "Marché")

A : Centre d'Excellence d'Afrique pour la valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (CEA VALOPRO) (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet :
 - a) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - b) D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - c) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
 - 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
 - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;
 - 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;

- 2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
 - 3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
 - 3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
 - 3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
 - a) Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
 - b) Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
 - 6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public

ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

- 6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- 6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
- 6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
- 6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.
7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de¹ : _____

Signature : _____

En date du : _____

¹ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.

Section III : Descriptif des Fournitures et services connexes

(L'autorité contractante doit insérer le descriptif des fournitures à livrer et les services connexes éventuels)

Numéro d'ordre	Désignation	Quantité
1	Vidéo Projecteur EPSON EB-X 06 , Professionnel 3LCD-Résolution XGA-3600 lumens- HDMI/VGA-Haut-parleur intégré	08
2	<p>Ecran de projection portables Feuille revêtue en PVC des deux côtés, format 200 cm x 200 cm. Pied à 3 jambes stable avec des embouts en plastique antidérapants. Peu encombrant. Planéité optimale de la toile de projection déroulable en continu grâce au dispositif tendeur. Tube métallique noir avec un diamètre d'environ 7 cm. Trépied télescopique pour un réglage continu de la hauteur. Ecran de projection rotative à 360°. Poignée en plastique rouge avec bouton d'arrêt. Contenu : 1x Écran de projection sur pied. L'écran de projection sur pieds avec écran PVC mat infroissable de qualité supérieure sur trépied. L'écran de projection intérieur extérieur est sécurisé par des sangles pratiques, il peut être transporté dans son sac parfaitement adapté, sa conception rétractable et réglable en font un appareil facilement assemblé en 3 étapes</p>	08
3	<p>OMEN -16-xf0061nf - NVIDIA® GeForce RTX™ 4070 Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel (activé) Microsoft Office 2021 professionnel (activé); Processeur : AMD Ryzen™ 9 794 HS ; Mémoire : 32Go RAM; Stockage 1 To Disque SSD Ecran : 16.1 pouces, QHD, 240Hz, 3 MS response time Carte graphique : NVIDIA®GeForce RTX™4070 (8Go)</p>	01
4	<p>HP PAVILLON 14-eg3001nf Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel (activé) Microsoft Office 2021 professionnel (activé); Processeur : Intel®Core™ i7 1360P (13ème génération); Mémoire : 16 Go RAM; Stockage : 1To Disque SSD ; Ecran : (14 pouces), FHD (1920 x 1080); Carte graphique : Intel®Iris® Xe</p>	08
5	<p>Ordinateur Portable : Mac book Pro Puce Apple M3 avec CPU 8 cœurs, GPU 10 cœurs, Neural Engine 16 cœurs ;16 Go de mémoire unifiée ; SSD de 1 To ; Écran Liquid Retina XDR 14 pouces² ; Adaptateur secteur USB-C 70 W ; Deux ports Thunderbolt /USB 4, port HDMI, lecteur de carte SDXC, prise casque, port MagSafe 3 ; Magic Keyboard rétroéclairé avec Touch ID – Français ;</p>	1
6	<p>Ordinateurs de Bureau XPS Desktop Processeur Intel® Core™ i7-13700K de 13e génération ; OS Windows 11 Professionnel (activé) ; Microsoft Office 2021 professionnel (activé) ; Carte vidéo : NVIDIA®GeForce RTX™ 4060 Ti,16 Go de mémoire DDR5; Stockage Disque SSD 1 To M.2 , PCIe NVMe , Clavier et souris sans fil professionnels Dell - KM5221W - français (AZERTY) - noir</p>	10
7	<p>HP Color LaserJet Pro MFP M479fnw Imprimante multifonctions - couleur - laser - Legal (216 x 356 mm) (original) - A4/Legal (support) - jusqu'à 27 ppm (copie) - jusqu'à 27 ppm (impression) - 300 feuilles - 33.6 Kbits/s -</p>	03

8	<p>SYSTEME DE VISIOCONFERENCE LOGITECH GROUP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zoom, inclinaison et panoramique motorisés fluides, commandés par télécommande ou depuis la base • Panoramique +/- 90° • Inclinaison +35° / -45° • Zoom sans perte 10 x HD • Champ de vision <ul style="list-style-type: none"> • Diagonal : 90° • Horizontal : 82,1° • Vertical : 52,2° • Full HD 1080p 30 ips • H.264 UVC 1.5 avec codage vidéo scalable (SVC) • Mise au point automatique • 5 préséglages de caméra • Commande à distance (zoom numérique panoramique) des produits ConferenceCam (avec services pris en charge) • Emplacement de sécurité Kensington • Témoin lumineux vidéo en sourdine • Filetage de trépied standard 	01
9	<p>Photocopieurs Multifonctions (Couleur)</p> <p>30 ppm ; Impression, copie, numérisation, envoi et télécopie en option Ecran tactile couleur WVGA 17,8 cm (7pouces) Impression recto verso automatique et standard DADF Connectivité réseau, Wi-Fi, USB et code QR Compatible avec la technologie SIEM Module de finition interne et d'agrafage en option Chargeur automatique de documents recto verso standard (capacité de 50 feuilles) Vitesse de numérisation : 30 ipm (A4, noir et blanc) Connectivité réseau, Wi-Fi, USB et code QR Capacité d'alimentation maximale de 2300 feuilles</p>	01

N.B : l'autorité contractante doit préciser les caractéristiques techniques de chaque article composant chaque lot. La description technique des articles ne fait pas référence à des marques. L'utilisation des normes est recommandée.

L'autorité contractante doit joindre également le Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) des Fournitures et services connexes éventuels conformément au modèle ci-après :

Section IV : Contrat Type de fournitures en PSL

Page de garde du contrat

(Insérer la page de garde éditée à partir du SIGMAP)

OBJET : (insérer l'objet du contrat)

Montant H.T : (insérer le montant hors taxes du contrat) F CFA

T.V.A : (insérer le montant de la TVA sur le contrat) F CFA

Montant T.T.C : (insérer le montant TTC du contrat) F CFA

FOURNISSEUR : (insérer la raison sociale du titulaire du contrat)

Compte contribuable : (insérer le numéro de compte contribuable du titulaire)

Numéro de l'acte d'immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier : (insérer le numéro RCCM du titulaire)

Domiciliation bancaire du titulaire : ... (insérer le nom de la banque et le numéro du compte bancaire)

Source de financement : (indiquer la source de financement, budget de l'Etat ou bailleur)

Imputation budgétaire : (indiquer la destination et la ligne ou l'article ou le compte budgétaire)

Année budgétaire : (indiquer l'année budgétaire)

Délai d'exécution :jours (indiquer le délai d'exécution du contrat en nombre de jours)

Sommaire des pièces constitutives du contrat

Pièce 1 : l'acte d'engagement

Pièce 2 : la soumission du fournisseur

Pièce 3 : la notification de l'attribution du contrat au titulaire

Pièce 4 : les clauses du contrat

Pièce 5 : le bordereau des prix unitaires

Pièce 6 : le descriptif des fournitures et services connexes le cas échéant

Pièce 7 : le devis quantitatif et estimatif

Pièce 8 : les pièces annexes, le cas échéant

Pièce 1 : Acte d'engagement

(L'autorité contractante remplit cet acte d'engagement conformément aux indications en italiques)

Aux termes du présent contrat, conclu le .../...../2024 *(Insérer la date)*

Entre

(1) *(insérer le nom légal complet de l'autorité contractante)* _____ de *(insérer l'adresse complète de l'autorité contractante)* _____ (ci-après dénommé l' « autorité contractante ») d'une part,

Et

(2) *(insérer le nom légal complet du titulaire)* _____ de *(insérer l'adresse complète du titulaire)* _____ (ci-après dénommé le « titulaire »), d'autre part :

Attendu que l'autorité contractante a lancé une consultation pour les livraisons de *(insérer l'objet du contrat)* et a accepté l'offre du titulaire pour la livraison desdites fournitures, pour un montant de *(insérer le montant du contrat)* F.CFA TTC (ci-après dénommé le « montant du contrat ») et dans le délai maximal de *[insérer le délai maximum de livraison des fournitures]*.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Dans ce contrat, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du contrat auxquelles il est fait référence.

2. Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante du contrat et être lus et interprétés à ce titre :

- a) le présent acte d'engagement ;
- b) la soumission du titulaire ;
- c) la notification d'attribution du contrat adressée au titulaire par l'autorité contractante ;
- d) les clauses du contrat ;
- e) le bordereau des prix unitaires ;
- f) le descriptif des fournitures et services connexes le cas échéant ;
- g) le devis quantitatif et estimatif ;
- h) les pièces annexes, le cas échéant.

3. Le présent acte d'engagement prévaudra sur toute autre pièce constitutive du contrat. En cas de différence entre les pièces constitutives du contrat, ces pièces prévaudront dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

4. En contrepartie des paiements que l'autorité contractante doit effectuer au bénéfice du titulaire, comme cela est indiqué ci-après, le titulaire convient avec l'autorité contractante par les présentes de livrer les fournitures et de remédier aux défauts de celles-ci conformément à tous égards aux dispositions du contrat.

5. L'autorité contractante convient par la présente de payer au titulaire, en contrepartie des livraisons et services connexes, le montant du contrat, ou tout autre montant dû au titre du contrat, et ce, aux échéances et de la façon prescrites par le contrat.

EN FOI DE QUOI les parties au présent contrat ont fait signer le présent document conformément aux lois en vigueur en Côte d'Ivoire, les jour et année mentionnés ci-dessous.

Pour le titulaire : (insérer la raison sociale)

Date : (insérer la date de la signature)

Signature

*(la signature doit être précédée de la mention
« lu et approuvé »)*

Nom, prénom et fonction du signataire

**Signature valant approbation
autorité contractante**

Date : (insérer la date et la signature)

Signature

Nom, prénom et fonction du signataire

Pièce 2 : Soumission du fournisseur

(L'autorité contractante doit insérer l'original de la soumission du titulaire)

Pièce 3 : la notification de l'attribution du contrat au titulaire

(L'autorité contractante doit insérer une copie de la lettre d'attribution du contrat au titulaire)

Pièce 4 : les clauses du contrat

Articles	Dispositions
1. Intervenants	Nom de l'autorité contractante : Projet Centre d'Excellence Africain pour la Valorisation des déchets en Produits à haute valeur ajoutée (CEA VALOPRO)
2. Lieu de livraison	Les fournitures objet du présent contrat seront livrées dans les locaux du CEA VALOPRO sis à l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) Nord
3. Les incoterms	Les termes commerciaux auront la signification prescrite par les Incoterms (version 2010)
4. Délai de garantie	« Sans objet »
5. Montant des livraisons	Le montant des livraisons est de :
6. Modalités de paiement	Les paiements seront effectués sur la base du calendrier ci-après : 100 % du montant à la livraison totale des fournitures
7. Impôts droits, taxes	Les impôts, droits et taxes sont exigibles
8. Inspections et essais	Les contrôles de conformité nécessaire seront effectués par l'autorité contractante avant la réception provisoire. Cela se fera en présence d'un représentant au moins de l'entreprise
9. Nature du prix	Le contrat est à prix unitaires
10. Révision des prix	Les prix sont fermes et non révisables.
11. Domiciliation des paiements	Les paiements au fournisseur seront effectués au compte bancaire suivant : (Indiquer le compte bancaire du titulaire)
12. Délai de livraison	Le délai de livraison maximum des fournitures est fixé à : 45 jours La livraison des fournitures et des services connexes sera effectuée conformément au délai ci-dessus ou au calendrier de livraison et d'achèvement proposé par l'autorité contractante et joint en annexe. Ce délai commence à courir à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrer les livraisons. L'autorité contractante devra à cet effet, notifier l'ordre de service au titulaire au moins quinze (15) jours ouvrables avant la date de début des livraisons.
13. Prolongation des délais de livraison	Les cas de force majeure ; Le recours à la théorie du fait du prince.
14. Seuil de prolongation des délais de livraison ouvrant droit à la résiliation du contrat	2/3 du délai d'exécution globale du marché
15. Force majeure	Intempéries de plus de trois jours ou tout autre cas de force majeure arrêtés de commun accord
16. Intérêts moratoires	Le taux applicable est le taux d'escompte de la BCEAO majoré d'un point.

Articles	Dispositions
17. Pénalités, et retenues	<p>Le contrat sera résilié en cas de non-respect du délai de livraison ou lorsque le montant des pénalités de retard atteint le seuil de 20 % du montant du contrat.</p> <p>Les pénalités de retard sont calculées par application du taux suivant : 1/3000ème du montant non révisé du contrat et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard.</p>
18. Avenants	<p>Toute modification au présent contrat doit être effectuée conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté n°112/MPMBPE/DGBF/DMP du 08 mars 2016 portant procédures concurrentielles simplifiées.</p>
19. Règlement des différends	<p>Les différends ou litiges nés à l'occasion de la passation, de l'exécution, du règlement ou du contrôle du présent contrat ne peuvent en aucun cas être portés devant la juridiction compétente avant l'épuisement des voies de recours amiables prévus au chapitre III de l'arrêté portant procédures concurrentielles simplifiées.</p>
20. Entrée en vigueur du contrat	<p>Le contrat entre en vigueur dès sa signature par le premier responsable de l'autorité contractante ou son délégué et sa notification au titulaire.</p> <p>Le début d'exécution du contrat est marqué par la date figurant dans la notification de l'ordre de service au titulaire.</p>

Pièce 5 : bordereau des prix unitaires

(L'autorité contractante doit insérer le bordereau des prix unitaires du titulaire)

Pièce 6 : descriptif des fournitures et services connexes le cas échéant

(L'autorité contractante doit insérer le descriptif des fournitures et services connexes le cas échéant)

Pièce 7 : devis quantitatif et estimatif

(L'autorité contractante doit insérer le devis quantitatif et estimatif du titulaire ainsi que le calendrier de livraison)

Pièce 8 : les pièces annexes, le cas échéant

(L'autorité contractante doit insérer les pièces annexes le cas échéant)